

# **Chambre des Représentants.**

SÉANCE DU 4 AOÛT 1925

## **Projet de loi**

**de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude  
et de l'adolescence coupable**

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

MESSIEURS,

La dissolution des Chambres a frappé de caducité le projet de loi de « défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et de l'adolescence coupable » qui avait été déposé à la Chambre des Représentants le 14 février 1923 (document n° 181).

Il avait fait l'objet de deux rapports de la commission spéciale, en date du 11 décembre 1924 (documents n°s 37 et 38); le premier, de M. Vandervelde, concernait les chapitres I, II, III et IV du projet et proposait certaines modifications; le second, de M. Carton de Wiart, relatif aux chapitres V et VI, les adoptait entièrement.

Soumis dans cet état au conseil de législation, le projet y subit quelques changements dont certains s'inspiraient des suggestions contenues dans le rapport de M. Vandervelde.

C'est avec ces modifications que le Gouvernement a l'honneur de vous le soumettre à nouveau.

Les modifications sont mises en italiques.

Comme le rappelait l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de 1923, la législation répressive offre des lacunes qu'il est urgent de combler.

Le code pénal de 1867, basé exclusivement sur le principe de la responsabilité, ne défend pas la société contre les aliénés; il l'expose aux méfaits de ceux qui, sans être aliénés, ne sont que partiellement responsables de leurs actes; il défend mal la société contre les récidivistes.

La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance a marqué une étape heureuse dans notre système pénal, mais ses effets n'atteignent pas suffisamment les jeunes gens de plus de seize ans qui constituent le contingent le plus important de l'armée du crime.

## I. — ANORMAUX.

Le projet, afin d'éviter toute discussion, précise dans ses textes ce qu'il entend par anormaux : ce sont les déments, les insuffisants mentaux et les déséquilibrés.

L'article 71 du code pénal décide « qu'il n'y a pas d'infraction, lorsque l'accusé ou le prévenu était en état de démence au moment du fait ».

La loi ne connaît donc comme anomalie mentale que la démence complète ; encore le rôle du juge cesse-t-il s'il constate la démence du prévenu ; il doit le renvoyer des poursuites, et c'est au ministère public qu'il appartient de le faire colloquer. Le prévenu colloqué est assimilé aux aliénés non délinquants ; dès que le médecin de l'asile le déclare guéri, il est élargi, et les lois des 18 juin 1850 et 28 décembre 1873 ne donnent au ministère public que des recours illusoire pour éviter cet élargissement.

Quant aux déséquilibrés et aux insuffisants mentaux, dont la responsabilité est partielle, les tribunaux se trouvent fort embarrassés en présence du silence de la loi et leur seule ressource est de faire application aux prévenus de circonstances atténuantes déduites de leur moindre responsabilité ; ils les condamnent à des peines moindres que celles qu'ils eussent encourues s'ils avaient été complètement sains d'esprit ; en sorte que ces malades, non guéris par leur détention, et partant plus dangereux, sont prématurément rendus à la vie sociale.

Les quatre premiers chapitres du projet organisent l'internement de ces malades, tant aliénés qu'insuffisants mentaux et déséquilibrés, dans des établissements spéciaux où ils recevront les soins médicaux voulus.

Cette mesure est déjà contenue en germe dans l'article 76 du code pénal, article relatif aux sourds-muets, les seuls anormaux dont le législateur de 1876 se soit préoccupé.

Dans toute l'économie du projet, les anormaux sont traités non en délinquants, mais en malades ; c'est ce qu'a fait la loi du 15 mai 1912 à l'égard des enfants. L'internement n'est pas une peine, mais tout à la fois une mesure de défense sociale et d'humanité ; l'anormal, mis hors d'état de nuire, est soumis à un régime curatif scientifiquement organisé.

Pour permettre au juge d'apprécier sainement la nécessité de l'internement, il faut que le prévenu puisse être soumis à une observation médico-mentale sérieuse, actuellement fort difficile : si le prévenu est laissé en liberté, il se soustrait souvent à la visite des experts ; sa mise en cellule à la maison d'arrêt risque, au contraire, de nuire à son état.

Le chapitre I<sup>er</sup> du projet permet donc sa mise en observation dans un quartier spécial de la maison d'arrêt. Cette mesure peut être ordonnée à toutes les phases de la procédure, aussi longtemps que le prévenu n'est pas définitivement jugé (art. 1, 2 et 3).

Toute décision ordonnant ou refusant la mise en observation peut être frappée d'appel (art. 4). La mise en observation, dont la durée est de trois mois au plus, peut, par décision de la chambre du conseil, être prolongée pendant un second terme de même durée (art. 5).

Le chapitre II donne au juge le pouvoir de prononcer l'internement des prévenus en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental ; ce pouvoir

devient une obligation à l'égard des anormaux qui déjà antérieurement ont commis une infraction grave. Lorsque le juge constatera qu'au moment du jugement le prévenu est atteint de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental, il n'aura pas à rechercher si, au moment de l'infraction, le prévenu était responsable de ses actes; il n'aura à s'en préoccuper et, le cas échéant, à faire application de l'article 71 du Code pénal, que dans les cas fort rares où l'inculpé ayant été dément, insuffisant ou déséquilibré, est complètement guéri au moment du jugement.

Le juge n'a pas à désigner l'établissement où l'internement aura lieu; cette désignation appartient à un organisme administratif dont il sera question plus loin; le prévenu dont l'internement est ordonné est dirigé sur l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire où s'opère le classement des internés (art. 9).

Le juge fixe la durée de l'internement: cette durée est obligatoirement de cinq, dix ou quinze ans suivant la qualification que le juge donne au fait commis (art. 6 et 17). S'inspirant d'une suggestion du rapport de M. Vandervelde, le projet (art. 6) réserve aux seules juridictions de jugement le droit d'ordonner l'internement, chaque fois qu'il s'agira d'une infraction politique, crime ou délit, ou d'un délit de presse. On a pensé que, dans les affaires qui mettent en cause l'ordre politique ou la liberté de la presse, et autour desquelles peuvent s'agiter des passions de parti, il importe qu'aucun soupçon ne puisse effleurer la décision qui, pour un temps peut-être long, interne un inculpé.

Hors ces cas, le pouvoir de prononcer l'internement est donné même aux juridictions d'instruction. Dans la législation actuelle, celles-ci n'ont pas qualité pour apprécier la réalité d'une prévention; elles apprécient uniquement s'il existe des charges suffisantes. Elles n'ont pas davantage qualité pour prendre une décision au fond; elles rendent des ordonnances de non-lieu toujours susceptibles de révision ou renvoient le prévenu à la juridiction du jugement. Or, il est complètement inutile et même cruel, si la réalité de l'infraction et l'infériorité mentale du prévenu ne peuvent être discutées, de renvoyer l'affaire de la juridiction d'instruction à la juridiction de jugement.

L'article 6 a donc donné à la juridiction d'instruction le pouvoir de prononcer l'internement; mais il a fallu étendre aux décisions des juridictions d'instruction les garanties dont sont entourées les décisions des juridictions de jugement; ces garanties sont contenues dans l'article 7; ce sont d'abord l'appel, ensuite l'audition des témoins et la publicité des débats; ces deux dernières n'existent que devant la juridiction d'appel et pour autant que l'inculpé les réclame.

Dans la plupart des cas la décision d'internement, rendue à huis-clos en première instance, sera acceptée par l'inculpé en aveu dont les tares héréditaires ou les vices auront ainsi échappé à la malignité publique; mais il peut se faire qu'un inculpé protestant de son innocence désire voir plaider son procès au grand jour; cette satisfaction doit pouvoir lui être donnée,

L'article 8 règle la procédure devant la Cour d'assises.

Aux termes de l'article 337 du Code d'instruction criminelle, le jury doit répondre à la question « L'accusé est-il coupable d'avoir commis tel crime?... », c'est-à-dire l'accusé a-t-il commis le crime matériellement et en est-il responsable? Le jury n'a pas à répondre séparément sur ces deux points; il répond simplement: l'accusé est coupable ou n'est pas coupable.

Le projet prévoit donc que le président, après avoir posé aux jurés les questions indiquées à l'article 337 du Code d'instruction criminelle, leur posera les questions indiquées à l'article 8.

Le jury convaincu que l'accusé est l'auteur matériel du fait, sans en être toutefois responsable, répondra à la première question qu'il n'est pas coupable, mais répondra aux questions de l'article 8 que l'accusé a commis le crime et qu'il est en état de démence.

Il n'est pas besoin de modifier la procédure devant les tribunaux correctionnels qui s'harmonise parfaitement avec les nécessités nouvelles.

L'article 9 reprend l'article 10 du projet du 14 février 1923, légèrement modifié.

L'article 24 de la loi du 13 mai 1912 porte fort sagement que l'enfant bénéficiant de la cause de justification qu'elle crée en sa faveur n'en est pas moins condamné, s'il y a lieu, à des dommages-intérêts et condamné aux frais.

En ce qui concerne les dommages-intérêts, le projet contient une disposition d'une portée analogue, dans son article 10. Mais il est muet quant aux frais.

Nous pensons qu'il convient d'exprimer dans la loi qu'ils sont mis à charge de celui dont l'internement est prononcé.

L'article 10 (article 9 du projet de 1923) sauvegarde les droits de la partie civile en cas d'internement des prévenus; s'il y a partie civile constituée, la juridiction d'instruction renvoie l'affaire à la juridiction de jugement pour statuer sur les intérêts civils; l'article sauvegarde également les droits de la société quant aux confiscations.

L'internement ordonné pour cinq, dix ou quinze ans, la mission du juge est provisoirement terminée; c'est à la Commission prévue au Chapitre III qu'il appartient de déterminer l'établissement où l'internement aura lieu, de changer l'interné d'établissement et, s'il y échut, d'ordonner son élargissement (art. 12).

Cette Commission prend le malade en observation dès son entrée à l'annexe psychiatrique, suit les modifications qui surviennent dans son état et se prononce donc sur son sort en pleine connaissance de cause.

Elle est présidée par un magistrat et comprend, en outre un membre du conseil provincial et un médecin de l'annexe. Le premier est désigné par le premier président de la Cour d'Appel, le second par la Députation Permanente, le troisième par le Ministre de la Justice, en sorte que le pouvoir exécutif, le pouvoir judiciaire et l'opinion publique coopèrent à sa composition (art. 11).

La Commission spéciale de la Chambre proposait de remplacer, à l'article 11, le membre du Conseil Provincial par un délégué de la Députation Permanente. Elle estime, en effet, que le choix de la Députation Permanente ne doit pas être limité aux seuls conseillers provinciaux. Elle doit être libre de déléguer à la Commission, soit un directeur d'asile, soit un directeur de prison, soit toute autre personne qui paraîtra spécialement qualifiée.

Puisque la représentation de l'opinion publique est désirée par les auteurs du projet comme par ceux de l'amendement, on peut trouver peu logique de la confier à un fonctionnaire dépendant du pouvoir exécutif, tel un directeur de prison.

La Commission de la Chambre affirme que le choix de la Députation perma-

nente doit être libre. Mais on pourrait l'affirmer avec autant de force du choix du premier président de la Cour d'appel et de celui du Ministre de la Justice. Si le choix du premier président se borne légalement aux magistrats et celui du Ministre aux médecins de l'annexe, on ne voit pas clairement pourquoi le choix de la Députation permanente ne serait pas limité aux membres du Conseil provincial. Inversement, si le choix de la Députation permanente doit être libre, pourquoi ceux du premier président et du Ministre ne le seraient ils pas ? Mieux vaut, nous semble-t-il, conserver le texte primitif.

Les articles 13, 14, 15 et 16 règlent la procédure devant la Commission.

Le Chapitre IV traite de la durée de l'internement.

A prendre dans toute leur rigueur les doctrines scientifiques modernes, le projet aurait dû instaurer la sentence indéterminée, laissant à la Commission le pouvoir souverain de mettre fin à l'internement; mais cette réforme radicale heurterait trop ouvertement les idées reçues et il a semblé préférable de limiter la durée de l'internement. Cette durée dépend, ainsi qu'il a été dit plus haut, de la qualification donnée par le juge au fait commis; elle est, suivant la gravité de ce fait, de cinq, dix ou quinze ans (art. 17); il est à présumer, en effet, que le traitement de l'anormal sera d'autant plus long qu'aura été plus grave l'acte qu'on lui reproche. Il est, d'autre part, impossible d'assigner la même durée à tout internement; lui assigner toujours une longue durée rappellerait les mesures arbitraires de l'ancien régime; lui assigner toujours un terme bref, même susceptible d'être renouvelé, donnerait l'impression que des méfaits importants échappent à la vindicte publique.

L'élargissement est ordonné lorsque l'interné ne constitue plus un danger spécial (art. 18). Il peut être ordonné à l'essai (art. 19).

L'article 20 permet à la juridiction qui a ordonné l'internement d'en ordonner la prorogation, après avoir pris notamment l'avis du médecin, chef de service de l'annexe psychiatrique et aussi, conformément à une suggestion de la Commission de la Chambre, du directeur de l'établissement où se trouve l'interné. Ce système offre les mêmes avantages que la sentence indéterminée; le malade ne sera pas élargi aussi longtemps qu'il constituera un danger social; mais son maintien à l'établissement spécial est entouré de multiples garanties qui répondent aux aspirations du peuple belge.

L'article 20 fait application du système aux condamnés pour crime ou délit qui, au cours de leur détention, donnent des signes de démence, de déséquilibre ou d'insuffisance mentale. Il s'inspire de l'article 20bis proposé par M. Vandervelde au nom de la Commission de la Chambre, et ainsi conçu :

« Les condamnés qui, au cours de l'exécution de leur peine, donnent des signes de démence, de déséquilibre ou d'insuffisance mentale, peuvent faire l'objet d'une ordonnance d'internement, conformément aux règles établies ci-dessus.

» La cause est portée, sur avis de la direction de l'établissement pénitentiaire au Parquet, devant le tribunal qui a prononcé la condamnation. »

Dans son rapport du 23 mars 1925, auquel le Gouvernement se réfère, le Conseil de législation s'exprime comme suit au sujet de cette disposition :

« Si un individu détenu dans une prison en vertu de la décision qui l'a con-

» damné donne, au cours de sa détention, des signes de démence, de déséquilibre  
» ou d'insuffisance mentale, il est naturel, logique et juste qu'il ne soit pas  
» maintenu en prison, qu'à la sanction sociale de l'emprisonnement, qui se révèle  
» inadéquate, se substitue la sanction sociale appropriée de l'internement.

» Tant que la durée de cet internement ne dépasse pas la durée de la peine  
» restant à subir, il est également naturel, logique et juste que cette substitution  
» soit décidée par le Ministre de la Justice, à qui il incombe de déterminer les  
» modalités d'exécution des peines privatives de la liberté. C'est la pratique  
» actuellement suivie à l'égard des condamnés qui, au cours de leur détention,  
» sont reconnus atteints de démence et dont le maintien en prison est jugé de  
» nature à aggraver leur état ou à constituer un danger pour leur entourage :  
» sur l'ordre du Ministre, ils sont transférés dans un asile d'aliénés jusqu'à  
» l'expiration de leur peine.

» Il n'y a que de bonnes raisons pour consacrer législativement cette pratique,  
» en l'étendant aux anormaux et aux déficients mentaux.

» L'intervention de l'autorité judiciaire, dès l'instant où il ne s'agit que d'un  
» internement qui remplace l'emprisonnement et n'a pas plus de durée que  
» celui-ci, ne se comprendrait pas.

» Mais — et c'est évidemment l'hypothèse que la commission spéciale a  
» envisagée — il est possible que la durée de l'internement substitué à l'incarcé-  
» ration soit insuffisante, qu'à son expiration le condamné ne puisse être remis en  
» liberté sans constituer un danger social et être voué à la récidive, alors qu'une  
» prolongation permettrait l'espoir de le rendre à la société mieux armé pour la  
» vie sociale. Ainsi, parce que sa tare ne s'est révélée qu'après son jugement, il  
» est privé et la société est privée avec lui de la mesure de protection dont il eût  
» bénéficié si son état avait apparu aux magistrats qui l'ont jugé. Cela est  
» illogique. Si donc, à la cessation de l'internement par voie administrative, la  
» nécessité de le prolonger est démontrée, il faut traiter le condamné comme,  
» prévenu reconnu anormal, il l'eût été. Il ne peut être question de donner à  
» l'autorité administrative le pouvoir de juger de cette nécessité et de prolonger  
» l'internement; l'autorité judiciaire, et tout naturellement celle qui a prononcé  
» la condamnation, est parfaitement qualifiée pour prendre cette décision; son  
» intervention, le débat contradictoire qui s'organise devant elle, le droit d'appel  
» si la décision émane d'une juridiction de première instance, la haute autorité  
» des cours d'appel et des cours d'assises constituent des garanties absolues que la  
» possibilité d'abus n'est pas à craindre.

» Nous avons, dans les observations qui précèdent, visé le cas où l'anormalité  
» se révèle « pendant la détention du condamné ». Le texte proposé par la Com-  
» mission spéciale porte : « au cours de l'exécution de la peine ». Les deux  
» expressions n'ont pas la même portée. La libération conditionnelle est, en  
» effet, un mode d'exécution de la peine, en sorte que l'expression de la Com-  
» mission spéciale permettrait l'internement même du libéré conditionnellement,  
» sans rechute, et pendant toute la durée de la libération conditionnelle, laquelle,  
» on le sait, est égale à la durée de la vie du libéré lorsqu'il s'agit de condamnés à  
» perpétuité et, pour les condamnés à de fortes peines, est fort longue (art. 4 de  
» la loi du 31 mai 1888, modifiée par celle du 24 juillet 1923.

» Nous ne pensons pas qu'il faille aller jusque là. Le plus souvent, c'est par un  
» délit entraînant la réincarcération que se révélera l'anormalité du libéré condi-  
» tionnel, et la mesure de l'internement, si elle est nécessaire, pourra lui être  
» appliquée à la fois en vertu de la règle que nous proposons d'établir, puisque,  
» réincarcéré, il sera un condamné dont l'anormalité sera constatée au cours de sa  
» détention, et en vertu des dispositions du projet du Gouvernement, à la faveur  
» de la poursuite exercée du chef du délit nouveau.

» Dans les cas — nécessairement rares — d'une anormalité révélée au cours de  
» la libération conditionnelle sans délinquance nouvelle, nous pensons qu'on  
» peut faire au libéré conditionnel anormal le même sort qu'à tout anormal non-  
» délinquant contre lequel aucune mesure de préservation spéciale n'est préco-  
» nisée par le projet. Sans doute, à la différence de celui-ci, il a antérieurement  
» manifesté son caractère d'être socialement dangereux, en commettant un délit,  
» et, à ce point de vue, on pourrait penser que la mesure de l'internement se  
» justifierait pour lui, comme elle se justifie pour le condamné révélé anormal au  
» cours de sa détention; mais il faut reconnaître que la mesure bienveillante dont  
« il a été l'objet et dont il ne se montre pas indigne, puisqu'il ne récidive pas,  
» est de nature à faire admettre que ce caractère d'être socialement dangereux  
» s'est largement atténué chez lui. La réforme proposée par le projet et dont, de  
» tous nos vœux, nous appelons la réalisation prochaine est suffisamment ample  
» pour qu'on puisse souhaiter de la borner aux cas où son utilité et sa nécessité  
» sont absolument manifestes.

» En résumé, nous approuvons le principe de l'article 20<sup>bis</sup> proposé par la  
« Commission spéciale, mais nous proposons de le rédiger comme suit :

« Les condamnés pour crime ou délit qui, au cours de leur détention, donnent  
des signes de démence, de déséquilibre ou d'insuffisance mentale, sont, en vertu  
d'une décision du Ministre de la Justice, internés dans un des établissements spé-  
ciaux déterminés et organisés par le Gouvernement. Ils peuvent, à l'expiration de  
leur peine, y être, à la requête du ministère public, maintenus, par décision de la  
juridiction qui a prononcé la condamnation, conformément à ce qui est dit aux  
articles 6, 17 et 20, et pour le terme qui y est déterminé, mais sous déduction  
éventuelle de la durée de l'emprisonnement et de l'internement déjà subis ».

Le Gouvernement a fait de cette disposition l'article 21 du projet.

« Nous ne pensons pas, ajoutait le Conseil de législation, qu'il faille dire dans  
» le texte que l'action du Parquet doit être provoquée par l'administration pénit-  
» tentiaire; cela va de soi, et des instructions administratives y pourvoiront aisé-  
» ment; mais il importe qu'en cette matière une liberté d'appréciation soit  
» laissée au ministère public et que, sous leur responsabilité hiérarchique, les  
» magistrats du Parquet soient les premiers juges de l'opportunité de la prolon-  
» gation de l'internement. Le texte que nous proposons ne peut, pensons-nous,  
» laisser de doute à cet égard. »

## II. — RÉCIDIVISTES.

Le projet substitue la mise à la disposition du Gouvernement à la mise sous la  
surveillance spéciale de la police.

Cette dernière mesure n'a jamais produit un résultat utile; si l'on éloigne le récidiviste des grands centres, ses antécédents sont rapidement connus, et il ne trouve pas de travail; au contraire, s'il est laissé dans un grand centre, il ne peut être efficacement surveillé.

Il convient que le Gouvernement organise des colonies pour les délinquants d'habitude et tente ainsi la seule chance possible de les voir s'amender. Ce vœu était récemment exprimé à la Chambre des Représentants par M. Standaert (1).

La fréquence de la récidive est démontrée par la statistique ci-dessous du département de la Justice :

*Nombre des condamnés.*

| Hommes |           |               |        | Femmes    |               |        | Hommes et femmes réunis |               |        |
|--------|-----------|---------------|--------|-----------|---------------|--------|-------------------------|---------------|--------|
| Années | Primaires | Réci-divistes | Total  | Primaires | Réci-divistes | Total  | Primaires               | Réci-divistes | Total  |
| 1912   | 20,818    | 20,414        | 41,232 | 8,407     | 4,841         | 13,248 | 29,225                  | 25,255        | 54,480 |
| 1913   | 20,933    | 20,421        | 21,354 | 8,107     | 4,762         | 12,869 | 29,040                  | 25,183        | 54,223 |
| 1919   | 16,037    | 10,496        | 26,533 | 7,971     | 3,325         | 11,296 | 24,008                  | 13,821        | 37,829 |

soit sur 100 condamnés :

| Hommes |           |              | Femmes    |              | Hommes et femmes réunis |              |
|--------|-----------|--------------|-----------|--------------|-------------------------|--------------|
| Années | Primaires | Récidivistes | Primaires | Récidivistes | Primaires               | Récidivistes |
| 1912   | 50.49     | 49.51        | 63.46     | 36.54        | 53.64                   | 46.36        |
| 1913   | 50.62     | 49.38        | 63.—      | 37.—         | 53.56                   | 46.44        |
| 1919   | 60.44     | 39.56        | 70.56     | 29.44        | 63.46                   | 36.54        |

Dans ce tableau, la dénomination de récidivistes est prise dans son sens général : le fléchissement dans la proportion des récidivistes en 1919 provient uniquement de l'application de la loi d'amnistie; les chiffres antérieurs à la guerre sont absolument démonstratifs.

Il convient donc d'armer davantage la société contre les récidivistes. Le projet prévoit leur mise à la disposition du Gouvernement.

La mise à la disposition du Gouvernement des récidivistes est obligatoire pour le juge, en cas de récidive de crime sur crime; elle l'est encore, en cas de récidive de délit sur crime et de délit sur délit, si la peine nouvelle est d'un an de prison ou plus; elle est facultative dans tous les autres cas, et notamment à l'égard des délinquants d'habitude.

### III. — JEUNES DÉLINQUANTS.

M. Standaert rappelait encore à la Chambre des Représentants les chiffres

(1) *Ann. parl.*, 1921, p. 1782.

effrayants de la délinquance juvénile : 50 p. c. de récidivistes, disait-il, ont subi une première condamnation avant l'âge de 21 ans (1).

Ne faut-il pas en conclure que la société ne veille pas suffisamment à la rééducation des adolescents qui tombent dans la délinquance ?

Dans l'état actuel de la législation, un jeune homme qui, âgé de seize ans accomplis, commet une infraction, ne peut être mis à la disposition du Gouvernement que s'il est jugé avant d'avoir atteint ses dix-huit ans et condamné en ordre principal à un emprisonnement sans sursis (art. 37 de la loi du 15 mai 1912). Cet envoi du jeune délinquant en prison avant de le confier à l'établissement de rééducation apparaît comme un anachronisme ; aussi est-il déjà prescrit par circulaire aux parquets de laisser sans exécution cette peine d'emprisonnement et de n'exécuter que la mise à la disposition du Gouvernement ; mais ne convient-il pas de remplacer toujours l'emprisonnement par la détention dans une prison-école ?

Les résultats qu'il faut attendre des prisons-écoles pour adolescents, créées par arrêté royal du 28 juin 1921, ne sont-ils pas compromis, si le jeune détenu est condamné à une peine d'emprisonnement, souvent de courte durée, parce qu'elle est la première ? Peut-on s'attendre qu'il s'applique à apprendre un métier qui permettra son reclassement, alors qu'il sait que son incarcération prendra fin à date fixe ?

N'est-il pas plus logique et plus sage de ne lui laisser espérer sa sortie de l'école que le jour où il justifiera, par un examen technique, de connaissances suffisantes pour pourvoir à son entretien ?

Tel est l'objet du Chapitre VI du projet.

L'emprisonnement correctionnel est supprimé, comme peine principale, pour les délinquants âgés de 16 à 21 ans au moment du jugement et de son exécution.

Le juge conserve la latitude de condamner l'adolescent soit à l'amende, soit à la détention dans une prison-école jusqu'à 21 ans ; il peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de sa décision.

L'adolescent, condamné à la détention dans une prison-école, y entrera avant l'âge de 21 ans ; s'il était plus âgé, son adaptation serait difficile et sa présence un danger. S'il se soustrait à l'exécution de cette mesure jusqu'à l'âge de 21 ans, il subira la peine d'emprisonnement qui, par décision du juge, se substitue à la détention de la prison-école. Cette mesure constitue une menace dirigée contre l'adolescent qui s'est rendu coupable d'un méfait, en sorte qu'il aura tout intérêt à entrer à la prison-école, à y apprendre consciencieusement un métier ; il pourra ainsi escompter son élargissement et la société pourra escompter son reclassement.

Le Chapitre VII (Dispositions générales) contient un article 32 qui ne figurait pas au projet du 14 février 1923.

Les articles 443 à 447 du Code d'instruction criminelle, modifié par la loi du 18 juin 1894, organisent la revision des condamnations criminelles et correctionnelles. On pourrait soutenir qu'ils sont inapplicables aux arrêts et jugements qui,

---

(1) *Documents de la Chambre*, 1921, p. 1781.

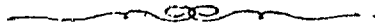
conformément aux articles 6 et suivants du projet de loi, ordonneront l'internement des inculpés en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental, ou qui prennent des mesures de garde, d'éducation ou de préservation, en vertu des articles 16 et suivants de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance, à l'égard des mineurs qui, âgés de moins de 16 ans, ont commis un fait qualifié crime ou délit; ces jugements et arrêts ne prononcent pas, en effet, la condamnation de l'anormal ni du mineur.

Pourtant, ici comme ailleurs, l'erreur judiciaire est possible et il importe qu'elle puisse être reconnue et réparée.

Le projet actuel offre une occasion favorable de compléter à cet égard notre législation : tel est l'objet de l'article 32.

*Le Ministre de la Justice,*

P. TSCHOFFEN.



# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 4 AUGUSTUS 1925.

---

## Ontwerp van wet

tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen, de gewoontemisdadigers en de schuldige jeugd.

---

## MEMORIE VAN TOELICHTING.

---

MIJNE HEEREN,

Door de ontbinding der Kamers is het ontwerp van wet tot bescherming van de Maatschappij tegen de abnormalen, de gewoontemisdadigers en de schuldige jeugd, dat op 14 Februari 1923 bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers (Bescheid n<sup>o</sup> 151) werd ingediend, vervallen.

Twée verslagen van de bijzondere Commissie dd. 11 December 1924 (Bescheiden n<sup>os</sup> 37 en 38), werden er over uitgebracht; het eerste, van de hand van den heer Vandervelde, betrof de hoofdstukken I, II, III en IV van het ontwerp en stelde enkele wijzigingen voor; het tweede, van de hand van den heer Carton de Wiart, betrof de hoofdstukken V en VI, en nam deze in hun geheel aan.

Aldus aan den Raad voor Wetgeving voorgelegd, zoo werden aan het ontwerp enkele veranderingen toegebracht, ten deele naar de wenken door den heer Vandervelde in zijn verslag gegeven.

De Regeering heeft de eer U het aldus gewijzigde ontwerp opnieuw voor te leggen.

De wijzigingen zijn cursief gedrukt.

Zooals er aan herinnerd werd in de memorie van toelichting die bij het ontwerp van 1923 ging, komen in de Strafwetgeving leemten voor, welke ten spoedigste dienen aangevuld.

Het Strafwetboek van 1867, uitsluitend gegrond op het beginsel der toerekenbaarheid, beschermt de samenleving niet tegen de krankzinnigen; het stelt haar bloot aan de misdrijven van hen die, zonder krankzinnig te heeten, slechts gedeeltelijk voor hun daden verantwoordelijk zijn; ook tegen de recidivisten wordt de maatschappij door het Strafwetboek onvolkomen beschermd.

De wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming was een gelukkige verbete-

ring van ons strafstelsel, doch haar uitwerking treft op onvoldoende wijze de jongelieden, ouder dan zestien jaar, die de talrijkste groep vormen in het leger der misdadigers.

## I. — ABNORMALEN.

Om alle betwisting te vermijden, is in den tekst van het ontwerp nader omschreven wat onder abnormalen wordt verstaan, te weten : de krankzinnigen, de geestelijk minderwaardigen en degenen die aan geestesstoornis lijden.

Bij artikel 71 van het Strafwetboek wordt bepaald « dat geen inbreuk voorhanden is, wanneer de beschuldigde of de beklaagde op het oogenblik van het feit aan krankzinnigheid lijdt ».

Als geestelijke afwijking kent de wet dus alleen de volstrekte krankzinnigheid; dan nog neemt de opdracht van den rechter een einde, zoodra hij bij den beklaagde krankzinnigheid constateert; hij moet hem van vervolging ontslaan en aan het openbaar ministerie behoort het dan, hem te doen opsluiten. De opgesloten beklaagde wordt met de andere, niet-delinquente krankzinnigen gelijk gesteld; zoodra de geneesheer van het geslacht hem genezen verklaart, wordt hij in vrijheid gesteld en de wetten van 18 Juni 1850 en 28 December 1873 doen het openbaar ministerie slechts denkbeeldige middelen aan de hand om deze invrijheidstelling te vermijden.

Ten aanzien van minderwaardigen en lijders aan geestesstoornis, die ten deele verantwoordelijk zijn, staat de rechter, in verband met het stilzwijgen der wet, radeloos; zijn eenige toevlucht is de toepassing van verzachtende omstandigheden, ingevolge de verminderde toerekenbaarheid van den beklaagde; deze wordt dan verwezen tot minder strenge straffen dan die, welke hij zou oploopen indien hij volkomen gezond van geest was; zoodanig dat deze zieke, die door zijne opsluiting niet werd genezen en dus gevaarlijker is, voorbarig aan het maatschappelijk leven wordt teruggeschonken.

Door de eerste vier hoofdstukken van het ontwerp wordt voorzien in de inrichting van de dwangverpleging van dergelijke patiënten — zoowel krankzinnigen als geestelijk minderwaardigen en lijders aan geestesstoornis — in bijzondere instellingen, waar zij de vereischte medische zorg zullen ontrangen.

De kiem van dergelijken maatregel is reeds te vinden in artikel 76 van het Strafwetboek, betreffende de doofstommen, de eenige abnormalen ten aanzien van welke de wetgever van 1867 blijk van bezorgdheid heeft gegeven.

Gansch het ontwerp is zoo opgevat, dat de abnormalen worden behandeld niet als misdadigers, doch als zieken; zoo deed ook de wet van 15 Mei 1912 ten opzichte der kinderen. De dwangverpleging is geen straf, doch een maatregel tot maatschappelijk verweer en tevens een menschlievende maatregel; aan den onschadelijk gemaakten abnormale wordt een geneeskrachtig, wetenschappelijk ingericht regiem opgelegd.

Om den rechter in de mogelijkheid te stellen over de noodzakelijkheid der dwangverpleging een gezond oordeel te vellen, moet beklaagde, wat zijn geestgesteldheid betreft, ernstig in medische observatie kunnen worden gesteld: dergelijke waarneming is thans uiterst bezwaarlijk: wordt de beklaagde in vrijheid gelaten, dan onttrekt hij zich vaak aan het onderzoek van de deskundigen; zijne

opsluiting in een cel van het huis van arrest, daarentegen, kan op zijn toestand een nadeeligen invloed uitoefenen.

Bij het eerste hoofdstuk van het ontwerp wordt dus de mogelijkheid geschapen den beklaagde in een bijzondere afdeling van het huis van arrest in observatie te stellen. Deze maatregel kan worden gelast bij elken stand van de rechtspleging, zoolang het eindvonnis niet gewezen is (art. 1, 2 en 3).

Van elke beschikking, waarbij het in observatie stellen wordt gelast of geweigerd, kan in hooger beroep worden gekomen (art. 4). De in observatie stelling, die ten hoogste drie maand duurt, kan, bij beschikking van de Raadkamer, verlengd worden voor een tweeden termijn van denzelfden duur (art. 5).

Hoofdstuk II geeft aan den rechter de bevoegdheid om de plaatsing in dwangverpleging uit te spreken van beklaagden die lijden aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis; deze bevoegdheid wordt een verplichting ten opzichte van abnormalen die reeds vroeger een zware inbreuk hebben gepleegd. Constateert de rechter dat beklaagde tijdens het vonnis aan krankzinnigheid, geestesminderwaardigheid of geestesstoornis lijdt, dan moet hij niet nagaan of beklaagde op het oogenblik van het strafbaar feit toerekenbaar was; daarmede zal hij zich slechts bezighouden en desvoorkomend artikel 71 van het Strafwetboek toepassen, in de hoogst zeldzame gevallen waarin de beschuldigde die aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis leed, op het oogenblik van het vonnis volkomen is genezen.

De rechter heeft het gesticht niet aan te wijzen, waarin beklaagde zal worden in dwangverpleging geplaatst; daartoe is een administratief lichaam bevoegd, waarover verder sprake; de beklaagde, wiens dwangverpleging is gelast, wordt naar de psychiatrische afdeling van een strafinstelling overgebracht, waar de geïnterneerden worden gerangschikt (art. 9).

Wel bepaalt de rechter den duur van de dwangverpleging: deze moet vastgesteld worden op vijf, tien of vijftien jaar, naar gelang van de begripsomschrijving welke door den rechter aan het gepleegde feit gegeven wordt (art. 6 en 17).

Naar aanleiding van een in het verslag van den heer Vandervelde gegeven wenk, kent het ontwerp (art. 6) alleen aan de rechtbanken ter terechtzitting het recht toe om de plaatsing in dwangverpleging te gelasten telkens als het een politieke inbreuk, misdaad of wanbedrijf, ofwel een persmisdrijf geldt. Men was van meening dat in de zaken, waarin de politieke orde of de vrijheid van de pers betrokken is en waarrond partijstrijd kan ontstaan, het er op aankomt dat de beslissing waarbij, voor een misschien langen termijn, een verdachte in dwangverpleging geplaatst wordt, van alle verdenking vrij blijve.

Buiten deze gevallen is de bevoegdheid om de plaatsing in dwangverpleging te gelasten ook aan de rechtbanken in raadkamer toegekend. Onder de huidige wetgeving zijn deze niet bevoegd om te oordeelen over het werkelijk bestaan van het ten 1<sup>ste</sup> gelegde feit; zij oordeelen uitsluitend of er voldoende gronden tot beschuldiging aanwezig zijn. Evenmin bevoegd zijn zij om over den grond der zaak eene beschikking te treffen; zij besluiten tot ontslag van vervolging — terwijl hunne bevelschriften ten deze steed voor herziening vatbaar zijn — of nog verwijzen zij den beklaagde naar de rechtbanken ter terechtzitting. Welnu,

waar het werkelijk bestaan én van het strafbaar feit én van de geestelijke minderwaardigheid van den beklaagde niet mogen betwist worden. is het volstrekt nutteloos en zelfs wreedaardig, de zaak van de rechtbank in raadkamer naar de rechtbank ter terechtzitting te verzenden. Bij artikel 6 werd dan ook aan de rechtbank in raadkamer de bevoegdheid gegeven om de plaatsing in dwangverpleging uit te spreken; doch het was noodig aan de beschikkingen van de rechtbank in raadkamer dezelfde waarborgen te hechten, als die waarmede de uitspraken van de rechtbanken ter terechtzitting zijn omringd; die waarborgen worden vermeld in artikel 7; zij zijn: vooreerst het hooger beroep, vervolgens het hooren van getuigen en de openbaarheid der debatten; deze twee laatstgenoemde waarborgen bestaan slechts vóór de rechtbank in hooger beroep en voor zoover zij door beklaagde gevorderd worden.

In de meeste gevallen, zal de in eersten aanleg met gesloten deuren gewezen beschikking aanvaard worden door den beklaagde die bekentenissen heeft afgelegd en wiens erfelijke lasten of wiens ondegden aldus ontsnappen aan de kwaadsprekerij van het publiek; het kan echter gebeuren dat een beklaagde, die onschuldig beweert te zijn, zijn proces in het openbaar wenscht te zien pleiten; deze voldoening dient hem te kunnen geschonken.

Bij artikel 8 wordt de rechtspleging voor het Hof van assisen geregeld.

Naar luid van artikel 337 van het Wetboek van Strafvordering moet de jury antwoorden op de vraag « Heeft beschuldigde zich *schuldig* gemaakt aan het plegen van die of die misdaad? », d. w. z. heeft beschuldigde de misdaad *feitelijk* gepleegd en is hij er *aansprakelijk* voor? De jury heeft niet afzonderlijk op ieder van beide deze punten te antwoorden; zij antwoordt alleen: de beschuldigde is schuldig of hij is niet schuldig.

Bij het ontwerp wordt dus voorzien dat de voorzitter, na aan de gezworenen de bij artikel 337 van het Wetboek van Strafvordering voorziene vragen te hebben gesteld, hun de bij artikel 8 vermelde vragen zal stellen.

De jury, overtuigd dat beschuldigde de *feitelijke dader* is van de misdaad, zonder er nochtans *aansprakelijk* voor te zijn, zal op de eerste vraag antwoorden dat hij niet *schuldig* is, maar op de vragen van artikel 8 zal hij antwoorden dat beschuldigde de misdaad heeft gepleegd en dat hij aan krankzinnigheid lijdt.

Het is onnoodig wijzigingen toe te brengen aan de rechtspleging vóór de boetstraffelijke rechtbanken, welke best strooken met de nieuwe vereischen.

In artikel 9 wordt artikel 10 van het ontwerp van 14 Februari 1923 met enkele lichte wijzigingen, overgenomen.

Bij artikel 24 der wet van 15 Mei 1912 wordt wijselijk bepaald dat het kind, dat het voordeel geniet van een bij gezegde wet ingevoerden grond van rechtvaardiging, niettemin tot schadevergoeding veroordeeld en in de kosten verwezen wordt.

Wat de schadevergoeding betreft komt in het ontwerp, nl. in artikel 10, een bepaling voor met gelijkaardige strekking. Maar over de kosten zwijgt het. §

Wij zijn de meening toegedaan dat in de wet dient te worden geschreven dat de kosten ten laste zijn van hem wiens plaatsing in dwangverpleging wordt uitgesproken.

Bij artikel 10 (artikel 9 van het ontwerp van 1923) worden in geval van dwang-

verpleging van den beklaagde, de rechten van de Burgerlijke Partij gevrijwaard.

Indien een Burgerlijke Partij opgekomen is, verwijst de rechtbank in Raadkamer de zaak naar de rechtbank der terechtzitting om uitspraak te doen over de burgerlijke belangen; ook de belangen der maatschappij worden, in zake de verbeurdverklaringen, gevrijwaard.

De voor vijf, tien of vijftien jaar gelaste dwangverpleging maakt voorloopig een einde aan de opdracht van den rechter; aan de in het III<sup>e</sup> Hoofdstuk voorziene Commissie behoort het, het gesticht aan te wijzen waar de dwangverpleging zal plaats hebben, den beklaagde naar een ander gesticht te doen overbrengen en desvoorkomend zijne invrijheidstelling te gelasten (artikel 12).

Deze Commissie neemt de patiënt in observatie zoodra deze tot de psychiatrische afdeling is toegelaten; zij gaat de veranderingen na welke zich in zijn toestand voordoen, en kan dus over zijn lot met volle kennis van zaken uitspraak doen.

Zij wordt voorgezeten door een magistraat en bestaat verder uit een lid van den Provincieraad en uit een geneesheer van de psychiatrische afdeling. De eerste wordt aangewezen door den eerste-voorzitter van het Hof van beroep, de tweede door de Bestendige Deputatie, de derde door den Minister van Justitie, zoodat de uitvoerende macht, de rechterlijke macht en de openbare meening hun deel hebben aan de samenstelling ervan (artikel 11).

De bijzondere Commissie van de Kamer stelde voor in artikel 11, het lid van den Provincieraad te vervangen door een afgevaardigde van de Bestendige Deputatie.

Zij is inderdaad van oordeel dat de keuze van de Bestendige Deputatie niet moet beperkt worden tot de provinciale raadsleden alleen. « Zij moet vrij zijn om bij de Commissie af te vaardigen, ofwel een directeur van het krankzinnigen gesticht, ofwel een gevangenisdirecteur, ofwel alwie daartoe bijzonder bevoegd schijnt te zijn. » Daar de opstellers van het ontwerp evenals die van het amendement wenschen dat de openbare meening vertegenwoordigd zij, kan het weinig logisch lijken die opdracht aan een ambtenaar toe te vertrouwen die zooals een gevangenisdirecteur, van de uitvoerende macht afhangt.

De Commissie van de Kamer beweert dat de keuze van de Bestendige Deputatie vrij moet zijn. Met even zooveel kracht zou zulks kunnen beweerd worden van de keuze van den Eerste-Voorzitter van het Hof van Beroep en van deze van den Minister van Justitie. Blijft de keuze van den Eerste-Voorzitter wettelijk beperkt tot de magistraten en deze van den Minister tot de geneesheeren bij de psychiatrische Afdeling, dan ziet men niet goed in waarom de keuze van de Bestendige Deputatie niet zou beperkt blijven tot de leden van den Provincieraad. Omgekeerd, indien de keuze van de Deputatie vrij moet zijn, waarom zou dan die van den Eerste-Voorzitter en van den Minister het niet moeten zijn? Ons lijkt het beter den oorspronkelijken tekst te behouden.

Bij de artikelen 13, 14, 15 en 16 wordt de rechtspleging voor de Commissie geregeld.

In hoofdstuk IV wordt gehandeld over den duur van de dwangverpleging.

Moesten de moderne wetenschappelijke leerstelsels in al hun gestrengheid worden toegepast, dan zou het ontwerp de uitspraak zonder bepaling van duur moeten invoeren, aan de Commissie de oppermachtige bevoegdheid overlatend om

aan de dwangverpleging een einde te maken; doch deze radicale hervorming zou te openlijk tegen de heerschende gedachten indruisen en het leek verkieslijk den duur der dwangverpleging te beperken. Zooals hierboven werd gezegd, hangt die duur af van de begripsomschrijving door den rechter aan het gepleegde feit gegeven; hij bedraagt, volgens de gewichtigheid van het feit, vijf, tien of vijftien jaar (artikel 17); inderdaad, vermoedelijk zal de verpleging van den abnormale des te meer tijd vergen, dat de daad welke hem wordt ten laste gelegd erger was. Het is, anderzijds, onmogelijk voor al de plaatsingen in dwangverpleging een gelijken duur te bepalen; in ieder geval een langdurige dwangverpleging opleggen, zou te zeer herinneren aan de willekeurige maatregelen van het oude stelsel; in ieder geval een dwangverpleging van korten duur opleggen, zelfs wanneer deze hernieuwbaar is, ware den indruk doen ontstaan dat zware misdrijven aan de openbare afkeuring ontsnappen.

Het ontslag wordt gelast wanneer de verpleegde geen gevaar meer oplevert voor de maatschappij (art. 18).

Zij kan gelast worden op proef (art. 19).

Bij artikel 20 wordt aan de rechtbank, die plaatsing in dwangverpleging heeft gelast, de bevoegdheid verleend dezen maatregel te verlengen, na inzonderheid het advies te hebben ingewonnen van den geneesheer, diensthoofd van de psychiatrische afdeling, en eveneens, overeenkomstig den door de Commissie der Kamer gegeven wenk, van den bestuurder van de inrichting waar de geïnterneerde zich bevindt.

Dit stelsel biedt dezelfde voordeelen als de uitspraak zonder bepaling van duur: de patient wordt niet ontslagen zoolang hij gevaar oplevert voor de maatschappij, doch voor de billijkheid van zijn behoud in een bijzondere inrichting zijn talrijke waarborgen voorzien, welke strooken met de verzuchtingen van het Belgische volk.

Bij artikel 20 wordt die regeling toegepast op de veroordeelden terzake van misdaad of wanbedrijf die, tijdens hun hechtenis, van waanzin, geestesstoornis of geestelijke minderwaardigheid doen blijken. Dit artikel werd ingegeven door artikel 20<sup>bis</sup> dat uit naam van de Commissie der Kamer werd voorgesteld door den heer Vandervelde en aldus luidde:

« Dwangverpleging kan worden gelast, overeenkomstig de bovenbepaalde regelen, tegen de veroordeelden die tijdens hunne strafuitvoering van waanzin, geestesstoornis of geestelijke minderwaardigheid doen blijken.

» Op advies van het bestuur der straf instelling aan het parket, wordt de zaak gebracht voor de rechtbank die de veroordeeling heeft uitgesproken ».

In zijn verslag van 23 Maart 1925 waarnaar de Regeering verwijst, drukt de Raad van Wetgeving zich omtrent die bepaling volgenderwijze uit:

» Indien een persoon, die krachtens de beschikking waarbij hij werd veroordeeld, in de gevangenis werd opgesloten, tijdens zijn hechtenis teekenen geeft van krankzinnigheid, geestesstoornis of geestelijke minderwaardigheid, is het » natuurlijk, logisch en rechtvaardig dat hij in de gevangenis niet worde behouden, doch dat een maatschappelijke sanctie die niet passend is gebleken, » met name de gevangenisstraf worde vervangen door een andere maatschappelijke » lijke sanctie die wel past: de dwangverpleging.

» Zoolang de duur van die dwangverpleging den duur van de nog onuitge-  
» dane straf niet overschrijdt, is het even natuurlijk, logisch en rechtvaardig dat  
» die vervanging van sanctie „werde gelast door den Minister van Justitie,  
» bevoegd om te bepalen hoe de vrijheidstraffen dienen toegepast. Op die wijze  
» is het, dat thans wordt gehandeld ten opzichte van de veroordeelden die, in den  
» loop van hun hechtenis, lijdende worden bevonden aan krankzinnigheid en  
» wier behoud in de gevangenis geacht wordt hun toestand te kunnen verergeren  
» of gevaar op te leveren voor hun omgeving : op bevel van den Minister worden  
» zij naar een krankzinnigengesticht overgebracht tot na het verstrijken van  
hun straf.

» De wettelijke bekrachtiging van deze handelwijze, nl. door de toepassing er  
» van op de abnormalen en de verstandsdefecten, berust enkel op gegronde  
» redenen.

» Het ware niet te begrijpen dat de rechterlijke overheid zou tusschenbeide  
» komen, waar het slechts geldt de gevangenisstraf te vervangen door een dwang-  
» verpleging, die niet langer duurt dan de gevangenisstraf zelf.

» Maar — en dit is natuurlijk het geval waarin de Bijzondere Commissie heeft  
» willen voorzien, — het is best mogelijk dat de duur van de dwangverpleging,  
» die ter vervanging van de gevangenisstraf werd gelast, onvoldoende blijkt te  
» zijn; dat, bij het verstrijken van den straftijd, de veroordeelde niet kan worden  
» in vrijheid gesteld zonder een gevaar op te leveren voor de samenleving, en  
» zonder onvermijdelijk te hervallen, terwijl er, bij een verlenging van de opslui-  
» ting, hoop zou bestaan om hem beter gewapend voor den strijd aan de samen-  
» leving terug te schenken.

» Zoodus, door het feit, dat zijn defect slechts na het vonnis bekend werd,  
» wordt hem en, met hem, de samenleving een maatregel van bescherming ont-  
» zegd die hem ten goede zou zijn gekomen indien zijn toestand den magistraten,  
» die hem hebben gevonnist, duidelijk was geworden. Zulks is onlogisch.

« Indien dus, bij het verstrijken van de van ambtswege gelaste dwangver-  
» pleging, de noodzakelijkheid zou blijken deze te verlengen, dan moet er ten  
» opzichte van den veroordeelde worden gehandeld zooals hij, als abnormaal  
» bevonden verdachte, behandeld ware geweest. Aan het bestuurlijk gezag de  
» macht toe te kennen om te oordeelen over het al dan niet bestaan van deze  
» noodzakelijkheid en om de dwangverpleging te verlengen, daarvan kan geen  
» spraak zijn; de rechterlijke overheid en, natuurlijkervijze de overheid die de  
» veroordeeling heeft uitgesproken, is wel degelijk bevoegd om bedoelde beschik-  
» king te verleenen; hare tusschenkomst, het debat op tegenspraak dat vóór haar  
» geschiedt; het recht op hooger beroep, indien de beschikking uitgaat van een  
» rechtsmacht van eersten aanleg, het hoog gezag van de hoven van beroep en van  
» de hoven van assisen, zijn een volkstrekt afdoende waarborg tegen elk moge-  
» lijk gevaar van misbruik.

» Hierboven hebben wij gewag gemaakt van het geval waarin de abnormaliteit  
» ontdekt wordt « tijdens de hechtenis van den veroordeelde ». De door de bij-  
» zondere commissie voorgestelde tekst luidt : « tijdens hun strafuitvoering. »

« De twee uitdrukkingen hebben niet heelemaal hetzelfde beteekenis. De voor-  
» waardelijke invrijheidstelling immers, is een wijze van strafuitvoering, zoodat

» op grond van de door de Bijzondere Commissie gebezigde uitdrukking de  
 » dwangverpleging zou kunnen worden toegepast ook op een voorwaardelijk  
 » invrijheidgestelde, zonder dat er herhaling weze en wel tijdens den ganschen  
 » duur van de voorwaardelijke invrijheidstelling die, zooals men weet, zoolang  
 » duurt als de voorwaardelijke invrijheidgestelde leeft, indien deze voor zijn leven  
 » werd veroordeeld, en die zeer lang is voor de personen die zwaar zijn gestraft  
 » (art. 4 der wet van 31 Mei 1888, gewijzigd bij de wet van 2 Juni 1923).

» Zoover denken wij niet te moeten gaan. Meestal wordt de abnormaliteit van  
 » een voorwaardelijk invrijheidgestelde bekend naar aanleiding van een misdrijf  
 » dat een tweede gevangenisstraf ten gevolge heeft; is de dwangverpleging noodig,  
 » dan kan zij op hem worden toegepast en krachtens den regel dien wij voor-  
 » stellen in te voeren, — aangezien de betrokken persoon, opnieuw opgesloten,  
 » een veroordeelde zal zijn wiens abnormaliteit tijdens de hechtenis werd vastge-  
 » steld — en tevens krachtens de bepalingen van het ontwerp der Regeering,  
 » ten gevolge van de vervolging op grond van een nieuw misdrijf ingesteld.

» Voor de gevallen — natuurlijk geldzaam — waarin de abnormaliteit bekend  
 » wordt tijdens de voorwaardelijke invrijheidstelling, zonder dat een nieuw  
 » misdrijf werd gepleegd, zijn wij van oordeel dat op een abnormaal voorwaar-  
 » delijk invrijheidgestelde dezelfde maatregel kan worden toegepast als op een  
 » abnormaal niet-misdadiger tegen wien het ontwerp geen enkel bijzonderen  
 » beschermingsmaatregel voorziet. Voorzeker — en hierin verschilt eerstbedoelde  
 » abnormale van laatstbedoelde — bleek hij reeds vroeger gemeengevaarlijk te  
 » zijn door het plegen van een strafbaar feit; van dit standpunt uit, zou men  
 » ook voor hem de dwangverpleging kunnen billijken evenals zij te billijken is  
 » ten aanzien van den veroordeelde die, tijdens zijn hechtenis, abnormaal  
 » bevonden wordt; de gunst, echter, die hem werd verleend, en waarvan hij  
 » niet onwaardig blijkt te zijn, aangezien hij niet hervalt, laat vermoeden dat  
 » het gevaar dat hij vroeger voor de samenleving opleverde merkkelijk vermin-  
 » derd is. De bij het ontwerp voorgestelde hervorming die, naar wij hopen,  
 » eerlang zal worden verwezenlijkt, is ruim genoeg om te wenschen dat zij  
 » slechts worde toegepast in geval het nut en de noodzakelijkheid er van ten  
 » eenenmale blijken.

» Kortom, wij keuren artikel 20bis, voorgesteld door de Bijzondere Commissie,  
 » in beginsel goed; wij stellen echter voor het te doen luiden als volgt: »

« De ter zake van misdaad of wanbedrijf veroordeelde personen die tijdens  
 hun hechtenis tekenen van krankzinnigheid, geestesstoornis of geestelijke  
 minderwaardigheid vertoonen, worden, krachtens een beslissing van den Minister  
 van Justitie, in dwangverpleging geplaatst in een van de door de Regeering  
 daartoe bestemde en ingerichte bijzondere gestichten.

» Na het verstrijken van hun straf kunnen zij op verzoek van het Openbaar  
 Ministerie, in het gesticht behouden worden, bij beschikking van de recht-  
 bank die de veroordeeling heeft uitgesproken, overeenkomstig het bepaalde  
 in de artt. 6, 17 en 20, en wel voor den mede daarin bepaalden termijn, na  
 aftrek echter, in voorkomend geval, van den duur der hechtenis of die zij reeds  
 hebben ondergaan ».

De regeering maakte van deze bepaling artikel 21 van het ontwerp.

« Wij meenen niet, voegde de Raad van wetgeving er aan toe, dat het noodig

is in den tekst te zeggen dat de tusschenkomst van het parket door het bestuur der strafinstelling moet uitgelokt worden; dat is vanzelf sprekend, en bestuurlijke onderrichtingen zullen daarin gemakkelijk voorzien; maar het is van belang dat, in dezen, aan het Openbaar Ministerie vrijheid van oordeel gelaten wordt en dat de magistraten van het parket onder hunne hiërarchische verantwoordelijkheid eerst van allen oordeelen of het al dan niet gewenscht is de dwangverpleging te verlengen. De door ons voorgestelde tekst kan hieromtrent geen twijfel laten bestaan. »

## II. — RECIDIVISTEN.

Door het ontwerp wordt het stellen onder bijzonder politietoezicht vervangen door de ter beschikkingstelling van de Regeering.

Eerstgemelde maatregel heeft nooit een ernstigen uitslag opgeleverd; verwijdt men den recidivist uit de groote centra, dan is zijn verleden spoedig gekend en vindt hij geen werk meer; laat men hem daarentegen in een groot centrum, dan is het toezicht niet doeltreffend.

Het is dan ook wenschelijk dat de Regeering koloniën oprichte voor gewoontemisdadigers en aldus de eenige mogelijke kans wage om ze tot inkeer te brengen. Deze wensch werd onlangs in de Kamer der Volksvertegenwoordigers uitgedrukt door den geachten heer Standaert (1).

Dat herhaling veelvuldig voorkomt blijkt uit deze statistiek van het Ministerie van Justitie.

### *Aantal veroordeelden.*

| Mannen |                         |              |        | Vrouwen                 |              |        | Mannen en vrouwen samen |              |        |
|--------|-------------------------|--------------|--------|-------------------------|--------------|--------|-------------------------|--------------|--------|
| Jaren  | Eerste maal veroordeeld | Recidivisten | Totaal | Eerste maal veroordeeld | Recidivisten | Totaal | Eerste maal veroordeeld | Recidivisten | Totaal |
| 1912   | 20,818                  | 20,414       | 41,232 | 8,407                   | 4,841        | 13,248 | 29,225                  | 25,255       | 54,480 |
| 1913   | 20,933                  | 20,421       | 41,354 | 8,107                   | 4,762        | 12,869 | 29,040                  | 25,183       | 54,223 |
| 1919   | 16,037                  | 10,496       | 26,533 | 7,971                   | 3,325        | 11,296 | 24,008                  | 13,821       | 37,829 |

Dat is op 100 veroordeelden :

| Mannen |                         |              | Vrouwen                 |              | Mannen en vrouwen samen |              |
|--------|-------------------------|--------------|-------------------------|--------------|-------------------------|--------------|
| Jaren  | Eerste maal veroordeeld | Recidivisten | Eerste maal veroordeeld | Recidivisten | Eerste maal veroordeeld | Recidivisten |
| 1912   | 50.49                   | 49.51        | 63.46                   | 36.54        | 53.64                   | 46.36        |
| 1913   | 50.62                   | 49.38        | 63.—                    | 37.—         | 53.56                   | 46.44        |
| 1919   | 60.44                   | 39.56        | 70.56                   | 29.44        | 63.46                   | 36.54        |

(1) *Handelingen der Kamer*, 1921, blz. 1782.

In deze tabel is de benaming « recidivist » in haar algemeene beteekenis opgevat. De vermindering van het aantal recidivisten in 1919 is alleen het gevolg van de toepassing van de amnestiewet. De cijfers van vóór den oorlog zijn volstrekt afdoende.

De samenleving dient dus tegen de recidivisten beter gewapend. In het ontwerp wordt hun stelling ter beschikking van de Regeering voorzien.

Het stellen van de recidivisten ter beschikking van de Regeering is voor den rechter verplichtend in geval van herhaling van misdaad na misdaad; het is evenzoo verplichtend bij herhaling van wanbedrijf na misdaad en van wanbedrijf na wanbedrijf, indien de nieuwe straf één jaar gevangenisstraf of meer bedraagt; in al de andere gevallen staat het den rechter vrij de terbeschikkingstelling van de Regeering uit te spreken, inzonderheid ten laste van de gewoonte-misdadigers.

### III. — JEUGDIGE OVERTREDERS.

Den heer Standaert wees ook nog in de Kamer der Volksvertegenwoordigers op de verschrikkelijke cijfers der wetsovertredingen bij de jeugd; 50 t. h. der recidivisten, zei hij, hebben een eerste veroordeeling opgelopen, vóór dat zij den leeftijd van 21 jaar hadden bereikt (1).

Moet men daaruit niet besluiten dat de maatschappij in onvoldoende mate zorgt voor de wederopvoeding van de delinquente jeugd?

In den huidige stand der wetgeving, kan de jongeling die, ten volle 16 jaar oud, eene inbreuk pleegt, ter beschikking van de Regeering niet worden gesteld, indien hij gevonnist werd alvorens den leeftijd van 18 jaar te hebben bereikt en indien hij, als hoofdstraf, een gevangenisstraf zonder uitstel heeft opgelopen (art. 37 der wet van 13 Mei 1912). Deze gevangenzetting van een jeugdig overtreder, alvorens hem toe te vertrouwen aan eene inrichting voor wederopvoeding, lijkt niet meer van onzen tijd; reeds werd dan ook aan de parketten een omzendbrief gestuurd, waarbij werd voorgeschreven bedoelde gevangenisstraffen onuitgevoerd te laten en alleen de stelling ter beschikking van de Regeering ten uitvoer te leggen; doch is het niet wenschelijk altijd de gevangenisstraf te vervangen door de hechtenis in een strafschool?

Worden de uitslagen, welke men te verwachten heeft van de strafschoolen voor jonge lieden, opgericht bij Koninklijk besluit van 28 Juli 1921, niet in gevaar gebracht, indien de jeugdige gedetineerde veroordeeld wordt tot een gevangenisstraf, vaak van korten duur, wijl zij de eerste is? Kan men hopen dat hij zich zal toeleggen op het aanleeren van een ambacht, waarbij zijne reclasseering mogelijk zal worden, als hij op een bepaalden datum ontslagen wordt?

Is het niet logischer, niet wijzer ook, hem slechts zijn ontslag uit de strafschool te laten tegemoet zien voor den dag waarop hij door een technische proef zal bewijzen, dat hij voldoende kennis bezit om in zijn onderhoud te voorzien?

Dit wordt behandeld in hoofdstuk VI van het ontwerp.

De correctioneele gevangenisstraf wordt afgeschaft als hoofdstraf voor de delinquenten, oud 16 tot 21 jaar, op het oogenblik van de uitspraak of van de tenuitvoerlegging.

---

(1) *Handelingen der Kamer*, 1921, blz. 1781.

De rechter blijft vrij den jongeling hetzij tot geldboete, hetzij tot hechtenis in een strafschool tot zijn 21 jaar te verwijzen ; hij kan gelasten dat de tenuitvoerlegging zijner beschikking zal worden uitgesteld.

De jongeling, die veroordeeld werd tot hechtenis in een strafschool, zal er geïnterneerd worden vóórdat hij 21 jaar oud is ; moest hij ouder zijn, dan zou zijn aanpassing moeilijker en zijn aanwezigheid gevaarlijk zijn. In geval hij zich aan de tenuitvoerlegging van dien maatregel onttrekt tot wanneer hij den leeftijd van 21 jaar heeft bereikt, ondergaat hij de gevangenisstraf welke, bij beschikking van den rechter, de hechtenis in een strafschool zal vervangen. Deze maatregel is een bedreiging gericht tegen den jongeling die een strafbaar feit heeft gepleegd, zoodat hij er alle belang bij heeft in een strafschool te gaan en er ernstig een ambacht te leeren ; op deze wijze kan hij rekenen op zijn in vrijheidsstelling, evenals de maatschappij kan rekenen op zijne reclasseering.

Hoofdstuk VII (Algemeene bepalingen) bevat een artikel 32 dat niet in het ontwerp van 14 Februari 1923 voorkwam.

Bij de artt. 443 tot 447 van het Wetboek van Strafvordering, gewijzigd bij de wet van 18 Juni 1894, wordt de herziening geregeld van de veroordeeling tot lijfstraffen en tot correctioneele straffen. Er zou kunnen beweerd worden dat bedoelde artikelen niet van toepassing zijn op de arresten en vonnissen waarbij, overeenkomstig de artt. 6 en volgende van het wetsontwerp, de plaatsing in dwangverpleging gelast wordt van de verdachten die aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis lijden, of waarbij, krachtens de artt. 16 en volgende van de wet van 1912 op de Kinderbescherming, maatregelen van bewaking, opvoeding of behoeding getroffen worden tegenover minderjarigen die, beneden den leeftijd van volle 16 jaar, een strafbaar feit gepleegd hebben dat als misdaad of misdrijf gekwalificeerd wordt. Bij die vonnissen en arresten wordt inderdaad de veroordeeling van den abnormale of den minderjarige niet uitgesproken.

Nochtans is hier, zooals elders, de rechterlijke dwaling mogelijk, en het is van belang dat zij kunne ontdekt en hersteld worde.

Bij het huidige ontwerp wordt eene gunstige gelegenheid geboden om onze wetgeving te dien opzichte aan te vullen : dit is het doel van artikel 32.

*De Minister van Justitie,*

P. TSCHOFFEN.



**CHAMBRE**  
**des Représentants.**

**KAMER**  
**der Volksvertegenwoordigers**

**PROJET DE LOI**

**de defense sociale à l'égard des  
anormaux, des délinquants d ha-  
bitude et de l'adolescence cou-  
pable.**

**WETSONTWERP**

**tot bescherming der maatschappij  
tegen de abnormalen, de gewoon-  
te misdadigers en de schuldige  
jeugd.**

**Albert,**

**ROI DES BELGES,**

*A tous, présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Minis-  
tre de la Justice,

**NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :**

Notre Ministre de la Justice est  
chargé de présenter, en Notre nom,  
aux Chambres législatives le projet  
de loi dont la teneur suit :

**CHAPITRE PREMIER.**

**De la mise en observation des  
inculpés.**

**ARTICLE PREMIER.**

Lorsqu'il existe des raisons de  
croire que l'inculpé est en état de  
démence, d'insuffisance ou de désé-  
quilibre mental, les juridictions d'in-  
struction et de jugement peuvent le  
placer en observation dans l'annexe  
psychiatrique d'un centre péniten-  
tiaire en ordonnant, s'il y échet, l'exé-  
cution immédiate de cette décision.

**Albert,**

**KONING DER BELGEN,**

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-  
komenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister  
van Justitie.

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :**

Onze Minister van Justitie is gelast,  
in Onzen naam bij de Wetgevende  
Kamers het wetsontwerp aan te bie-  
den waarvan de inhoud volgt. :

**EERSTE HOOFDSTUK**

**Het in observatie stellen van de  
verdachten.**

**EERSTE ARTIKEL.**

Als er aanleiding is te denken dat  
de verdachte lijdt aan krankzinnig-  
heid, geestelijke minderwaardigheid  
of geestesstoornis, kunnen de recht-  
banken in raadkamer en ter terecht-  
zitting hem in observatie stellen in  
de psychiatrische afdeling van een  
strafinstelling, de onmiddellijke ten-  
uitvoerlegging van deze beschikking  
gelastende, indien daartoe termen  
zijn.

## ART. 2.

Cette mesure peut être prise à toutes les phases de la procédure jusqu'à la décision définitive, soit d'office, soit sur la réquisition du ministère public, soit sur la requête de l'inculpé ou de son conseil.

Cette réquisition et cette requête doivent être écrites et motivées.

## ART. 3.

Cette réquisition et cette requête spéciale sont adressées à la Chambre du conseil jusqu'à l'ordonnance de renvoi ; au tribunal correctionnel depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'au jugement ; à la chambre des appels correctionnels depuis l'appel jusqu'à l'arrêt ; à la chambre des mises en accusation depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'à la notification de l'arrêt ; à la même chambre pendant l'instance en règlement de juge ; à la cour d'assises ou, si celle-ci n'est pas en session, à la chambre des mises en accusation, depuis la notification de l'arrêt de renvoi.

Le président de la chambre appelée à statuer fait indiquer, quarante-huit heures au moins d'avance, sur un registre spécial tenu au greffe, les lieu, jour et heure de la comparution.

Le greffier en donne avis par lettre recommandée au prévenu et à son conseil.

Le dossier est mis pendant qua-

## ART. 2.

Deze maatregel kan, in elken stand der zaak tot bij de eindbeschikking, worden genomen hetzij van ambtswege, hetzij op vordering van het openbaar ministerie, hetzij op verzoek van den verdachte of van dezes raadsman.

Vordering en verzoek dienen schriftelijk opgemaakt en met redenen omkleed te zijn.

## ART. 3.

Die vordering en dit verzoek worden aan de raadkamer gericht tot wanneer de beschikking van verwijzing is verleend; aan de correctioneele rechtbank, van de beschikking van verwijzing af tot het vonnis ; aan de kamer van beroep van correctioneele zaken, van het beroep af tot het arrest ; aan de kamer van inbeschuldigingstelling, van de beschikking van verwijzing af tot de kennisgeving van het arrest ; aan dezelfde kamer, gedurende de rechtsvordering tot regeling van rechtsgebied ; aan het hof van assisen, of buiten de zittingen van het hof van assisen aan de kamer van inbeschuldigingstelling, van af de kennisgeving van het arrest van verwijzing.

De voorzitter van de kamer die heeft te beschikken, laat, ten minste acht en veertig uur op voorhand, op een ter griffie gehouden bijzonder register, plaats, dag en uur voor de verschijning vermelden.

Bij aangeteekend schrijven geeft de griffier daarvan kennis aan den beklaagde en aan dezes raadsman.

Het dossier wordt gedurende acht

rante-huit heures à la disposition du conseil de l'inculpé, si le premier interrogatoire de ce dernier remonte à un mois au moins.

Il est statué en chambre du conseil.

#### ART. 4.

Le ministère public et l'inculpé peuvent appeler de toute décision tant des juridictions de jugement que des juridictions d'instruction ordonnant ou refusant le placement en observation.

L'appel est formé et jugé suivant les articles 19 et 20 de la loi du 20 avril 1874.

#### ART. 5.

La durée du placement en observation est de trois mois au plus. Si, à l'expiration de ce terme, l'observation apparaît encore incomplète, la chambre du conseil peut, après comparution de l'inculpé, en ordonner la prolongation pendant un nouveau terme de trois mois.

A la fin du placement, l'inculpé contre qui mandat d'arrêt a été décerné est réintégré à la maison d'arrêt ou de justice, à moins que son internement immédiat ne soit ordonné conformément à l'article 6.

en veertig uur ter beschikking van den raadsman van den verdachte gesteld, indien het eerste verhoor, dezen afgenomen, ten minste een mand te voren heeft plaats gehad.

De uitspraak geschiedt in raadkamer.

#### ART. 4.

Het openbaar ministerie en de verdachte kunnen in hooger beroep komen van elke beschikking zoo van de rechtbanken ter terechtzitting als van de rechtbanken in raadkamer, waarbij het in observatie stellen gelast of geweigerd wordt.

Het beroep wordt ingediend en berecht overeenkomstig de artt. 19 en 20 der wet van 20 April 1874.

#### ART. 5.

De observatietijd duurt ten hoogste drie maand. Lijkt zij na afloop van dezen termijn nog onvoldoende, dan kan de raadkamer, na verschijning van verdachte, den observatietijd voor een nieuwen termijn van drie maanden verlengen.

Zoodra de observatie ten einde is, wordt de verdachte tegen wien bevel van gevangenhouding is verleend, weder in het huis van arrest of van justitie opgesloten, ten ware onmiddellijke plaatsing in dwangverpleging wordt gelast overeenkomstig artikel 6.

## CHAPITRE II.

**De l'internement des inculpés en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental.**

## ART. 6.

Les juridictions d'instruction, à moins qu'il ne s'agisse d'un crime ou d'un délit politique ou de presse, et les juridictions de jugement peuvent ordonner l'internement immédiat, dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le Gouvernement, de l'inculpé qui a commis un fait qualifié crime ou délit et qui est en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental ; elles doivent l'ordonner si l'inculpé a déjà été interné pendant un an au moins ou s'il a été condamné antérieurement à un emprisonnement d'un an au moins.

La décision indique la durée de l'internement, qui est de cinq, dix ou quinze années, suivant les distinctions établies à l'article 17.

## ART. 7.

Les décisions de la chambre du conseil ordonnant ou refusant l'internement sont susceptibles d'appel devant la chambre des mises en accusation. Si l'inculpé le demande, celle-ci entend les témoins et ordonne la publicité des débats sous réserve de l'application de l'article 96 de la Constitution.

## HOOFDSTUK II.

**De dwangverpleging van de verdachten die lijden aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis.**

## ART. 6.

De rechtbanken in raadkamer, behalve wanneer het een misdaad of een wanbedrijf in politieke of perszaken geldt, en de rechtbanken ter terechtzitting kunnen onmiddellijke plaatsing in dwangverpleging in een van de door de Regeering daartoe bestemde en ingerichte bijzondere gestichten gelasten van den verdachte, die een als misdaad of wanbedrijf gekwalificeerd feit heeft gepleegd en die lijdt aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis ; zij moeten dezen maatregel gelasten, indien de verdachte reeds gedurende ten minste een jaar geïnterneerd is geweest, of indien hij vroeger werd veroordeeld tot een gevangenisstraf van ten minste één jaar.

De beschikking bepaalt den duur der dwangverpleging, welke vijf, tien of vijftien jaar bedraagt, volgens het bij art. 17 gemaakte onderscheid.

## ART. 7.

De beschikking van de raadkamer, waarbij dwangverpleging wordt gelast of geweigerd, zijn vatbaar voor hooger beroep vóór de kamer van inbeschuldigingstelling. Indien de verdachte het vraagt, hoort deze kamer de getuigen en beveelt zij dat de verhandelingen openbaar zullen zijn, behoudens toepassing van van art. 96 der Grondwet.

## ART. 8.

S'il résulte des débats devant la cour d'assises que l'accusé paraît être en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental, ou si la défense le propose, des questions subsidiaires sont posées au jury en ces termes : « Est-il constant que l'accusé a commis tel crime ? Est-il constant que l'accusé est en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental ? » En cas de réponses affirmatives, l'internement est ordonné par la cour.

## ART. 9.

L'inculpé ou l'accusé dont l'internement est prononcé est *condamné aux frais* ; il est dirigé sur l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire.

## ART. 10.

La juridiction répressive saisie de l'action civile en même temps que de l'action publique demeure compétente pour statuer sur la première dans le cas de l'article 6 de la présente loi. Dans le même cas, les juridictions d'instruction et de jugement prononcent la confiscation spéciale comme à l'égard d'un condamné.

## ART. 8.

Indien uit de verhandelingen vóór het hof van assisen blijkt dat de beschuldigde aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis schijnt te lijden, of indien de verdediger het voorstelt, worden aan de jury bijkomende vragen gesteld, als volgt : « Staat het vast dat beschuldigde die of die misdaad heeft gepleegd ? Staat het vast dat beschuldigde lijdt aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis ? » Luidt het antwoord ja, dan wordt door het hof plaatsing in dwangverpleging gelast.

## ART. 9.

De verdachte of de beschuldigde wiens plaatsing in dwangverpleging verwezen; hij wordt naar de psychiatis uitgesproken, wordt *in de kosten* irsche afdeeling van een strafinstelling overgebracht.

## ART. 10.

De strafrechter, bij wien de rechtsvordering tot schadevergoeding en de rechtsvordering tot straf tegelijk aanhangig zijn gemaakt, blijft bevoegd om op de eerste te beschikken in het geval van art. 6 van deze wet. In het zelfde geval, spreken de rechtbanken in raadkamer en ter terechtzitting de bijzondere verbeurdverklaring uit zooals ten aanzien van een veroordeelde.

## CHAPITRE III.

**De la composition et des attributions des commissions instituées auprès des annexes psychiatriques des centres pénitentiaires.**

## ART. 11.

Il est institué auprès de chaque annexe psychiatrique une commission composée d'un magistrat président, délégué par le premier président de la cour d'appel, d'un membre du conseil provincial, délégué par la députation permanente de la province, et d'un médecin de l'annexe, délégué par le ministre de la justice.

Les membres de la commission sont délégués pour un an ; ils ont chacun un suppléant. Un employé désigné par le ministre de la justice fait fonction de secrétaire.

## ART. 12.

La commission désigne l'établissement où l'internement aura lieu, ordonne, le cas échéant, le transfert de l'interné dans un autre établissement et statue sur son élargissement à l'essai ou à titre définitif.

## ART. 13.

La commission peut, avant de statuer, prendre l'avis d'un médecin étranger à l'administration.

L'interné peut aussi se faire examiner par un médecin de son choix.

## HOOFDSTUK III.

**Samenstelling en bevoegdheid van de bij de psychiatrische afdelingen der strafinstellingen voorziene commissiën.**

## ART. 11.

Bij elke psychiatrische afdeling wordt een commissie ingesteld bestaande uit een magistraat-voorzitter, afgevaardigd door den eersten voorzitter van het hof van beroep, uit een lid van den provincieraad, afgevaardigd door de bestendige deputatie der provincie, en uit een geneesheer bij de afdeling, afgevaardigd door den minister van justitie.

De leden der commissie zijn afgevaardigd voor één jaar ; zij hebben ieder een plaatsvervanger. Een beambte, aangewezen door den minister van justitie, neemt het ambt van secretaris waar.

## ART. 12.

De commissie wijst het gesticht voor de dwangverpleging aan, beveelt desgevallend dat de geïnterneerde naar een ander gesticht zal worden overgebracht en beslist over het op proef of het definitief ontslaan van den geïnterneerde.

## ART. 13.

Alvorens uitspraak te doen, kan de commissie het advies inwinnen van een niet aan het bestuur verbonden geneesheer.

De geïnterneerde kan zich evenzoo laten onderzoeken door een geneesheer dien hij zelf aanwijst.

## ART. 14.

Le procureur du Roi de l'arrondissement, le directeur de l'établissement, l'interné et son conseil sont entendus; le dossier est mis pendant quarante-huit heures à la disposition du conseil de l'interné.

## ART. 15.

Les débats ont lieu à huis clos ; les comités de patronage sont invités à s'y faire représenter par un de leurs membres.

## ART. 16.

Le transfert d'un interné dans un autre établissement ou son élargissement peuvent être provoqués par le procureur du Roi ou par l'interné ; si la demande est rejetée, l'interné ne peut la reproduire avant six mois.

## CHAPITRE IV.

**De la durée de l'internement et de l'élargissement des internés.**

## ART. 17.

L'internement est ordonné pour cinq ans ; ce terme est porté à dix ans, si le fait était punissable des travaux forcés ou de la détention extraordinaire ou perpétuelle ; à quinze ans, si le fait était punissable de la peine de mort.

## ART. 14.

De Procureur des Konings van het arrondissement, de bestuurder van het gesticht, de geïnterneerde en zijn raadsman worden gehoord : het dossier wordt gedurende acht en veertig uur ter beschikking gesteld van den raadsman van den geïnterneerde.

## ART. 15.

De verhandelingen geschieden met gesloten deuren ; de beschermingscomiteiten worden uitgenoodigd om zich door één van hun leden daarbij te laten vertegenwoordigen.

## ART. 16.

Het overbrengen van een geïnterneerde naar een ander gesticht of het ontslag van een geïnterneerde kan worden verzocht door den Procureur des Konings of door den geïnterneerde ; wordt het verzoek afgewezen, dan kan de geïnterneerde het eerst na zes maanden hernieuwen.

## HOOFDSTUK IV.

**Duur der dwangverpleging en ontslag van de geïnterneerden.**

## ART. 17.

De plaatsing in dwangverpleging wordt gelast voor vijf jaar ; die termijn wordt tot tien jaar opgevoerd indien het feit strafbaar was met dwangarbeid of met buitengewone of levenslange hechtenis ; tot vijftien jaar, indien het feit strafbaar was met de doodstraf.

## ART. 18.

Lorsque l'état mental de l'interné est suffisamment amendé pour qu'il y ait lieu de croire qu'il ne constitue plus un danger social, la commission prévue au chapitre III ordonne son élargissement.

## ART. 19.

L'élargissement d'un interné peut être ordonné à titre d'essai. Dans ce cas, il reste soumis pendant un an au moins à une surveillance psychiatrique dont la durée et les modalités sont fixées par la décision d'élargissement.

S'il ne donne plus de signes de trouble mental, son élargissement devient définitif. Au cas contraire, ou s'il ne se soumet pas régulièrement à l'observation psychiatrique, il est, sur réquisitoire du procureur du Roi de l'arrondissement où il est trouvé, réintégré à l'annexe psychiatrique où il a été précédemment interné, pour être procédé conformément à l'article 12.

## ART. 20.

Si l'élargissement n'a pas été ordonné par la commission, le procureur du Roi a la faculté, avant l'expiration des délais fixés à l'article 17, de faire soumettre la procédure à la juridiction qui a ordonné l'internement.

Cette juridiction peut ordonner la

## ART. 18.

Wanneer de geestesgesteldheid van den geïnterneerde zoover is verbeterd dat er aanleiding is te denken dat hij niet meer gemeengevaarlijk is, wordt zijn ontslag door de bij hoofdstuk III voorziene commissie gelast.

## ART. 19.

Het ontslag van den geïnterneerde kan op proef worden gelast. In d'it geval blijft hij gedurende ten minste één jaar onder psychiatrisch toezicht waarvan duur en modaliteiten bij de beschikking tot ontslag bepaald worden.

Geeft hij geen blijk van geestesstoring meer, dan wordt zijn ontslag definitief. In het tegenovergesteld geval, of bijaldien hij zich niet geregeld voor psychiatrische observatie aanmeldt, wordt hij, op de vordering van den Procureur des Konings van het arrondissement waar hij wordt aangeloften, weder opgesloten in de psychiatrische afdeeling waar hij vroeger geïnterneerd is geweest, opdat verder gehandeld worde overeenkomstig art. 12.

## ART. 20.

Indien het ontslag door de commissie niet gelast is geworden, staat het den Procureur des Konings vrij, vóór de bij art. 17 bepaalde termijnen verstreken zijn, de rechtspleging te laten onderwerpen aan de rechtbank door welke plaatsing in dwangverpleging werd gelast.

Die rechtbank kan verlenging

prorogation de la mesure, après avoir pris notamment l'avis du médecin chef de service de l'annexe psychiatrique et du directeur de l'établissement où se trouve l'interné; la prorogation peut être renouvelée de la même manière.

La cour d'assises statue sans l'intervention du jury.

## ART. 21.

*Les condamnés pour crime ou délit qui, au cours de leur détention donnent des signes de démence, de déséquilibre ou d'insuffisance mentale, sont, en vertu d'une décision du ministre de la justice, internés dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le Gouvernement. Ils peuvent à l'expiration de leur peine, y être, à la requête du ministère public, maintenus, par décision de la juridiction qui a prononcé la condamnation, conformément à ce qui est dit aux articles 6, 17 et 20, et pour le temps qu'ils déterminent, mais sous déduction éventuelle de la durée de l'emprisonnement ou de l'internement déjà subis.*

## CHAPITRE V.

Des récidivistes et des délinquants d'habitude.

## ART. 22.

Les récidivistes, dans les cas pré-

van den maatregel gelasten, na inzonderheid het advies te hebben ingewonnen van den genceesheer, diensthoofd van de psychiatrische afdeling, en van den bestuurder van de instelling waar de geïnterneerde zich bevindt; de velenging kan op de zelfde wijze, hernieuwd worden.

Het hof van assisen beschikt zonder tusschenkomst van de jury.

## ART. 21.

*De ter zake van misdraad of wanbedrijf veroordeelde personen die, tijdens hun hechtenis, teekenen van krankzinnigheid, geestesstoornis of geestelijke minderwaardigheid vertoonen, worden, krachtens een beslissing van den Minister van Justitie, in dwangverpleging geplaatst in een van de door de Regeering daartoe bestemde en ingerichte bijzondere gestichten. Na het verstrijken van hun straf kunnen zij, op verzoek van het openbaar ministerie, in het gesticht worden behouden, bij beschikking van de rechtbank die de veroordeeling heeft uitgesproken, overeenkomstig het bepaalde in de artt. 6, 17, en 20, en wel voor den mede daarin bepaalden termijn, na aftrek echter, in voorkomend geval, van den duur der hechtenis of der dwangverpleging die zij reeds hebben ondergaan.*

## HOOFDSTUK V.

De recedivisten en de gewoonte misdadigers.

## ART. 22.

De recidivisten, in de gevallen

vus aux articles 54, 55 et 57 du code pénal, restent à la disposition du Gouvernement pendant vingt ans après l'expiration de leur peine.

#### ART. 23.

Les récidivistes, dans les cas prévus aux articles 56 et 57 du code pénal restent à la disposition du Gouvernement pendant dix ans après l'expiration de leur peine, si celle-ci est d'un an de prison au moins. Ils peuvent être mis à la disposition du Gouvernement pour un terme de cinq ans à dix ans après l'expiration de leur peine, si celle-ci est inférieure à un an de prison.

La même mesure peut être prise en cas de récidive de crime sur délit et à l'égard de quiconque, ayant commis au moins trois crimes ou délits, apparaît comme présentant une tendance persistante à la délinquance.

#### ART. 24.

Les récidivistes et délinquants d'habitude se trouvant à la disposition du Gouvernement sont internés, s'il y a lieu, dans un établissement désigné par arrêté royal.

voorzien bij de artt. 54, 55 en 57 van het Strafwetboek, blijven gedurende twintig jaar na afloop van hun straf ter beschikking van de Regeering.

#### ART. 23.

De recidivisten, in de gevallen voorzien bij de artt. 56 en 57 van het Strafwetboek, blijven ter beschikking van de Regeering gedurende tien jaar na afloop van hun straf, indien deze ten minste één jaar gevangenisstraf bedraagt. Zij kunnen ter beschikking van de Regeering worden gesteld voor een termijn van vijf jaar tot tien jaar na afloop van hun straf, indien deze minder bedraagt dan één jaar gevangenisstraf.

Dezelfde maatregel kan worden getroffen in geval van herhaling van misdaad na wanbedrijf en ten aanzien van wie ook, die, ten minste drie misdaden of wanbedrijven hebbende gepleegd, een aanhoudende neiging tot wetsovertreden blijkt te vertoonen.

#### ART. 24.

De recidivisten en gewoonte-misdadigers die ter beschikking van de Regeering staan, worden, zoo daartoe termen zijn, in dwangverpleging geplaatst in een bij koninklijk besluit aangewezen gesticht.

## CHAPITRE VI.

**De la détention dans une prison école.**

## ART. 25.

L'article 7 du Code pénal est complété comme suit :

Les peines applicables aux infractions sont .... En matière correctionnelle : la détention dans une prison-école jusqu'à l'âge de 25 ans accomplis.

## ART. 26.

La détention dans une prison-école jusqu'à l'âge de 25 ans accomplis remplace l'emprisonnement correctionnel à l'égard des condamnés âgés de moins de 21 ans accomplis au moment du jugement et de son exécution ; l'amende et la détention dans une prison-école ne sont pas prononcées cumulativement.

## ART. 27.

Les décisions prises par application de l'article précédent sont exécutées aussitôt qu'elles sont devenues définitives ; elles prononcent, pour le cas où elles ne seraient pas exécutées avant que le condamné ait atteint l'âge de 21 ans accomplis, la peine d'emprisonnement qu'il aura à subir.

## ART. 28.

Les condamnés qui ont à subir la peine de détention dans une prison-école peuvent être mis en liberté conditionnellement dans les formes éta-

## HOOFDSTUK VI.

**De hechtenis in een strafschool.**

## ART. 25.

Artikel 7 van het Strafwetboek wordt aangevuld als volgt :

De staffen op de inbreuken toepasselijk zijn... In correctioneele zaken : de hechtenis in een strafschool tot den leeftijd van volle 25 jaar.

## ART. 26.

Hechtenis in een strafschool tot den leeftijd van volle 25 jaar vervangt de correctioneele gevangenisstraf ten aanzien van veroordeelden minder dan volle 21 jaar oud tijdens het vonnis en deszelfs tenuitvoerlegging ; geldboete en hechtenis in een strafschool worden niet samen opgelegd.

## ART. 27.

De bij toepassing van het vorig artikel genomen beschikkingen worden tenuitvoergelegd zoodra zij definitief zijn geworden ; mochten zij niet worden tenuitvoergelegd vóórdat de veroordeelde den leeftijd van volle 21 jaar heeft bereikt, dan wordt bij de beschikking bepaald welke gevangenisstraf hij zal ondergaan.

## ART. 28.

De veroordeelden, die de straf der hechtenis in een strafschool moeten ondergaan, kunnen, op de bij de wet bepaalde wijze voorwaardelijk in

blies par la loi, lorsqu'ils ont accompli une année de peine.

La libération définitive leur est acquise, si la révocation n'est pas intervenue, pour les causes, dans les formes et avec les effets prévus par la loi, avant l'accomplissement de leur vingt-cinquième année.

Dans le cas visé à l'article 4, alinéa 4, de la loi du 31 mai 1888 modifiée par celle du 3 août 1899, le condamné subira la peine d'emprisonnement prononcée en vertu de l'article 27.

#### ART. 29.

Les cours et tribunaux, en condamnant à la détention dans une prison-école, peuvent, lorsque l'emprisonnement prononcé en vertu de l'article 27 ne dépasse pas six mois, ordonner le sursis conformément à l'article 9 de la loi du 31 mai 1888.

#### ART. 30.

Les peines d'emprisonnement prononcées en vertu de l'article 27 se prescrivent conformément à l'article 92 du code pénal, soit par cinq ans, soit par dix ans, à compter du jour où le condamné a accompli sa vingt et unième année.

### CHAPITRE VII.

#### Dispositions générales

#### ART. 31.

Les dispositions concernant les poursuites en matière correctionnelle et criminelle sont applicables aux

vrijheid worden gesteld als zij één jaar straf hebben uitgedaan.

Hun ontslag wordt definitief, wanneer het niet, om de redenen, op de wijze en met de gevolgen bij de wet voorzien, herroepen werd vóórdat zij volle vijf en twintig jaar oud waren.

In het geval voorzien bij art. 4, 4° lid, der wet van 31 Mei 188, gewijzigd bij de wet van 3 Augustus 1899, ondergaat de veroordeelde de gevangenisstraf uitgesproken op grond van art. 27.

#### ART. 29.

De hoven en rechtbanken, waar zij tot hechtenis in een strafschool verwijzen, kunnen, wanneer de op grond van art. 27 uitgesproken gevangenisstraf zes maanden niet overschrijdt, uitstel verleenen overeenkomstig art. 9 der wet van 31 Mei 1888.

#### ART. 30.

De op grond van art. 27 uitgesproken gevangenisstraffen verjaren overeenkomstig art. 92 van het Strafwetboek, hetzij na vijf jaar, hetzij na tien jaar, te rekenen van den dag waarop de veroordeelde den leeftijd van één en twintig jaar bereikt.

De op grond van art. 26 uitgesproken gevangenisstraffen verjaren overeenkomstig art. 92 van het Strafwetboek, hetzij na vijf jaar, hetzij na tien jaar, te rekenen van den dag waarop de veroordeelde den leeftijd van één en twintig jaar bereikt.

### HOOFDSTUK VII.

#### Algemeene bepalingen

#### ART. 31.

De bepalingen betreffende de vervolgingen in correctionele en in lijfstraffelijke zaken zijn van

procédures visées dans la présente loi, sauf les dérogations qu'elle établit.

#### ART. 32

*La disposition suivante est ajoutée à la loi du 18 juin 1894 contenant le titre IX du livre III du code de procédure pénale :*

Art. 447bis : *sont susceptibles de revision, conformément aux articles 443 à 447 :*

1° *Les décisions ordonnant l'internement des inculpés et accusés en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental, prononcées en vertu de la loi de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et de l'adolescence coupable.*

2° *Les mesures de garde, d'éducation ou de préservation prises à l'égard des mineurs, en vertu des articles 16 et suivants de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance, si le fait qui y a donné lieu est qualifié crime ou délit.*

#### ART. 33

Sont abrogés les dispositions du code pénal concernant la mise sous la surveillance spéciale de la police, l'article 76 du code pénal, l'article 37 de la loi du 15 mai 1912, les dispositions contraires à la présente loi contenues notamment dans la loi du

toepassing op de in deze wet bedoelde rechtsvorderingen, behoudens de daarbij voorziene afwijkingen.

#### ART. 32

*De volgende bepaling wordt toegevoegd aan de wet van 18 Juni 1894, houdende titel IX van boek III van het Wetboek van Strafvordering :*

Art. 447bis : *kunnen worden herzien, overeenkomstig de artt. 443 tot 447 :*

1° *De beschikkingen tot plaatsing in dwangverpleging van aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis lijdende verdachten en beschuldigen, verleend krachtens de wet tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen, de gewoonte-misdadigers en de schuldige jeugd ;*

2° *De maatregelen van bewaking, opvoeding of behoeding, ten opzichte van minderjarigen genomen, krachtens de artt. 16 en volgende der wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming, indien het feit, dat tot dien maatregel aanleiding heeft gegeven, een als misdaad of wanbedrijf gekwalificeerd feit is.*

#### ART. 33

Vervallen : de bepalingen van het Strafwetboek betreffende stelling onder bijzonder toezicht der politie, art. 76 van het Strafwetboek, art. 37 der wet van 15 Mei 1912, de bepalingen die strijden met de tegenwoordige wet en inzonderheid vervat zijn in de wet

18 juin 1850, modifiée par la loi du 28 décembre 1873, sur le régime des aliénés.

### CHAPITRE VIII.

#### Mesure transitoire.

##### ART. 34.

Les condamnations au renvoi sous la surveillance spéciale de la police coulées en force de chose jugée au moment de la mise en vigueur de la présente loi continueront à recevoir leur exécution.

Donné à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> août 1925.

van 18 Juni 1850, gewijzigd bij de wet van 28 December 1873 op de behandeling van de krankzinnigen.

### HOOFDSTUK VIII.

#### Overgangsmaatregel.

##### ART. 34.

De veroordeelingen tot verwijzing onder bijzonder toezicht der politie, bij het in werking treden dezer wet in kracht van gewijsde gegaan, worden verder ten uitvoer gelegd.

Gegeven te Brussel, den 1<sup>a</sup> Augustus 1925.

ALBERT

Par le Roi :  
*Le Ministre de la Justice,*

Van 's Konings wege :  
*De Minister van Justitie,*

Paul TSCHOFFEN.

---